

# PAS DE JUSTICE SANS FÉMINISME



LES AMIS DE LA TERRE  
INTERNATIONAL  
GENDER JUSTICE  
& DISMANTLING  
PATRIARCHY

ANALYSES, ACTIONS ET VOIX DES FEMMES POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE



Les Amis  
de la Terre  
International

# PAS DE JUSTICE SANS FÉMINISME



NOVEMBRE | 2021

**LES AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL** EST LE PLUS GRAND RÉSEAU ÉCOLOGISTE PRÉSENT SUR LE TERRAIN DANS LE MONDE, AVEC 73 ORGANISATIONS MEMBRES ET PLUS DE DEUX MILLIONS D'ADHÉRENTS ET DE SYMPATHISANTS AUTOUR DU GLOBE.

NOTRE VISION EST CELLE D'UN MONDE PACIFIQUE ET DURABLE, DONT LES SOCIÉTÉS VIVENT EN HARMONIE AVEC LA NATURE. NOUS IMAGINONS UNE SOCIÉTÉ DE PERSONNES INTERDÉPENDANTES VIVANT DANS LA DIGNITÉ, LA PLÉNITUDE ET L'ÉPANOUISSEMENT ; UNE SOCIÉTÉ DANS LAQUELLE L'ÉQUITÉ ET LES DROITS HUMAINS ET CEUX DES POPULATIONS SONT RESPECTÉS. UNE TELLE SOCIÉTÉ DEVRA REPOSER SUR LA SOUVERAINETÉ ET LA PARTICIPATION DES PEUPLES. ELLE S'APPUIERA SUR LA JUSTICE SOCIALE, ÉCONOMIQUE, DE GENRE ET ENVIRONNEMENTALE, ET SERA DÉBARRASSÉE DE TOUTE FORME DE DOMINATION ET D'EXPLOITATION, COMME LE NÉOLIBÉRALISME, LA MONDIALISATION PAR LES ENTREPRISES, LE NÉOCOLONIALISME ET LE MILITARISME.

NOUS PENSONS QUE L'AVENIR DE NOS ENFANTS SERA MEILLEUR GRÂCE À CE QUE NOUS FAISONS.

**Autrice principale :** Marianna Fernandes. **Collaboration :** Celia Alldridge, Dipti Bhatnagar, Isabelle Geuskens, Molly Walsh. **Acknowledgments :** Special thanks to the JET & Feminism 2020 webinar coordinators Maya Quirino, Mercedes Gould, Rita Uwaka, Luana Hanauer; to the Gender Justice and Dismantling Patriarchy Working Group and, the Climate Justice and Energy Steering group of Friends of the Earth International and Milieudefensie/ Friends of the Earth Netherlands. The women who have contributed to this publication are too many to name individually. Thank you to all the sisters who are quoted throughout the text for sharing these important ideas. **Editor :** Nicola Baird. **Cover and other illustrations :** Natalia Salvático/Friends of the Earth Argentina. **Conception graphique :** contact@onehemisphere.se.

Reproduction or dissemination in parts or whole of any information contained in the publication is permitted for educational or other non-commercial use, under the condition that full references are made to the publication title, year of publication and copyright owners of the publication. **Published by :** Friends of the Earth International. All rights reserved Copyright © 2021, Friends of the Earth International, Amsterdam, The Netherlands – Creative Commons Attribute-NonCommercial-ShareAlike 3.0 Netherlands Licence.

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3
1. INTRODUCTION	4
2. QUEL EST LE PROBLÈME DU SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE ACTUEL ?	5
3. NI JUSTE, NI FÉMINISTE : DE FAUSSES SOLUTIONS	9
4. TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE ET FÉMINISTE	14
5. COVID-19 : LES ENJEUX	18
6. CONCLUSION	19

[www.foei.org/fr](http://www.foei.org/fr)

*mobiliser résister transformer*

**Les Amis de la Terre International**  
Secrétariat  
PO Box 19199, 1000 GD Amsterdam  
Pays-Bas

tél : +31 (0)20 6221369  
info@foei.org  
**Suivez-nous sur :** twitter.com/FoEint\_fr  
www.facebook.com/foeint



# AVANT-PROPOS TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE ET FÉMINISTE : ÉLÉMENTS DE DÉBAT

Au cours de la dernière décennie, la notion de transition juste s'est invitée dans la discussion mondiale liée à la lutte contre les changements climatiques. Pour l'heure cependant, l'adjectif « juste » de l'expression « transition juste » ne recouvre pas suffisamment les injustices systémiques et reliées entre elles, et notamment l'oppression patriarcale, qui sont partie intégrante du système actuel lié à la production d'énergie tirée de combustibles fossiles.

Fin 2020, 100 militants de la fédération internationale des Amis de la Terre ont rejoint des organisations alliées à l'occasion d'une série de séminaires en ligne (ou webinaires) visant à réfléchir à ce que signifie une transition énergétique juste d'un point de vue féministe.

Ces webinaires ont été organisés par une équipe de coordination composée de plusieurs groupes de travail, notamment le groupe de travail « Justice de genre et démantèlement du patriarcat » (GT JGDT), ainsi que d'organisations membres de la Fédération internationale des Amis de la Terre. Ce document est issu des réflexions et analyses formulées au cours de ces discussions. Il offre une synthèse de nos débats au sujet de la transition énergétique juste. Nous espérons également y mettre en avant des éléments pertinents pour de prochaines discussions, afin qu'ils trouvent leur place dans le débat sur la transition juste. Nous espérons que ce document servira d'outil pour des discussions fructueuses, des convergences et des stratégies collectives dans un avenir proche.

Depuis des décennies, les femmes sont aux premières lignes de la résistance et de la création d'alternatives au secteur industriel des combustibles fossiles. Dans le même temps, les femmes sont les premières victimes des effets négatifs de ce secteur sur le plan social, économique, sanitaire et politique.

Le système patriarcal extractiviste qui exploite la nature, les territoires et les personnes est central pour l'accumulation capitaliste néolibérale, et c'est ce système qui a conduit aux crises climatiques et de la nature. C'est la raison pour laquelle il nous semble que sans une approche féministe intégrée dans le changement de système auquel nous travaillons, il n'y aura pas de justice au sein de la transition énergétique juste. Il n'y aura de ce fait pas non plus de transition.

Quelques mois après le début de la pandémie de Covid-19, nous avons pu observer et faire l'expérience des conséquences sexospécifiques d'une nouvelle crise planétaire, qui a mis à jour les multiples injustices et vulnérabilités systémiques imbriquées de notre monde. Nous observons des femmes faire preuve de solidarité aux premières lignes de la pandémie de Covid-19 pour préserver la vie des personnes et de leurs communautés, tout en portant le fardeau de la pandémie d'un point de vue social, politique et économique, et ce tout particulièrement pour les femmes noires et autochtones, les femmes de couleur, les femmes LBTQ, les agricultrices et les femmes de la classe ouvrière.

Les femmes en tant que sujets politiques sont au cœur des véritables solutions durables que nous devons inventer.

Ce document présente notre vision collective de la transition énergétique juste, telle qu'elle a été formulée et discutée par les participantes et participants aux webinaires des Amis de la Terre International de 2020, et à partir des expériences et des points de vue des femmes du monde entier, de leurs revendications féministes pour un changement de système qui sera inclusif et juste pour nous toutes et nous tous.



# INTRODUCTION

# 01

Nous vivons une époque de crises systémiques multiples et profondément imbriquées les unes dans les autres. Plus que jamais, il nous faut transformer nos sociétés et nos économies si nous voulons éviter un effondrement planétaire. Une transition énergétique juste et féministe est nécessaire en tant que pilier de la société que nous souhaitons construire, dans laquelle la durabilité de la vie (à la fois des peuples et de la planète) sera placée au centre.

Ce document vise à faire la synthèse de certains éléments du débat sur une transition énergétique juste et féministe, éléments issus des discussions et processus féministes riches et puissants mis en place par la fédération internationale des Amis de la Terre et ses mouvements et organisations alliés.

Dans ce document, nous allons :

- Nommer et dénoncer le système énergétique actuel, en démontrant combien il renforce l'injustice et les inégalités socio-économiques.
- Identifier les fausses solutions et leurs principaux composants, en particulier l'écoblanchiment (en anglais greenwashing) et le féminisme de façade (purplewashing).
- Mettre en avant certains principes ainsi que des valeurs partagées, qui doivent être partie intégrante d'une transition énergétique juste et féministe, à partir des expériences existantes et des débats en cours.
- Discuter de la façon dont la pandémie de Covid-19 met en lumière l'urgence et la nécessité de transitions fondées sur un changement de système, qui reconnaissent et valorisent les principes d'interdépendance et d'écodépendance.
- Faire entendre les voix de nombreuses femmes qui résistent aux fausses solutions en matière de changements climatiques, et qui œuvrent à une transition énergétique juste.



## QUEL EST LE PROBLÈME DU SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE ACTUEL ?

# 02

L'énergie est actuellement produite, distribuée et consommée de manière injuste et non durable. Elle dépend de l'exploitation permanente des personnes et de la nature. Le système énergétique actuel est l'un des principaux moteurs des changements climatiques, lesquels s'accompagnent d'ores et déjà de conséquences inégales sur les communautés locales et les écosystèmes à travers le monde. Les plus pauvres, en particulier les femmes et les enfants, paient le prix fort, alors même qu'ils ne sont pas à l'origine de cette crise.<sup>1</sup>

À l'origine de cette injustice se trouve le fait que le capitalisme repose sur l'accumulation du capital. Par conséquent, les profits de quelques-uns sont systématiquement placés au-dessus de la pérennité de la vie de la majorité des personnes et de la planète.

*« Pour les Amis de la Terre, une transition juste consiste à reconnaître que nous sommes devant une crise systémique très profonde, qui provient du fait que l'accumulation du capital prime sur les personnes, les moyens de subsistance et les systèmes écologiques indispensables à la vie. Ce système est ensuite maintenu par un ensemble d'oppressions qui sont imposées aux populations. Il faut modifier les racines de ce système. Lorsque nous parlons du système énergétique, nous parlons de la manière dont nous organisons notre vie, notre société, notre production et notre économie. »*

*Un tel système énergétique repose sur l'injustice. Il dégage des gaz à effet de serre et provoque la crise climatique. Il démantèle les droits de la classe ouvrière et favorise l'exploitation du corps et du travail des femmes. Il entraîne une concentration du pouvoir et des ressources entre quelques mains seulement. Il conduit à la destruction des forêts, des rivières et de la façon dont nous mangeons et cultivons. C'est un système extrêmement injuste et pervers qui favorise l'oppression systémique de nombreux groupes, notamment les peuples autochtones, les communautés afros, les pêcheurs, les paysans, les femmes, les classes ouvrières et populaires. »*

**Karin Nansen**, Les Amis de la Terre International.

*« Les changements climatiques et la crise énergétique mondiale menacent la vie et les moyens de subsistance de milliards de personnes à travers le monde. Les principales sources de gaz à effet de serre proviennent de la combustion de combustibles fossiles pour l'énergie, l'industrie et les transports, l'agriculture industrielle et la déforestation. Pour mettre un terme à la crise climatique, il est de ce fait absolument essentiel de renoncer aux combustibles fossiles et de se tourner vers des énergies renouvelables détenues par la société. Les changements climatiques ne représentent toutefois pas la seule crise à laquelle la planète et nous sommes confrontés. Nous faisons en effet également face à de nombreuses autres crises interdépendantes. La crise climatique se combine avec une crise énergétique qui laisse près de 600 millions de personnes dans le monde sans accès à l'électricité... Le système énergétique actuel n'est pas seulement à l'origine de la crise climatique ; il ne répond pas aux besoins de millions de personnes. »*

**Dipti Bhatnagar**, Les Amis de la Terre International.



Ce schéma puise historiquement ses racines dans le colonialisme, et est actuellement entretenu par l'économie politique mondiale néocoloniale, néolibérale et extractiviste.<sup>2</sup>

*« Les grandes puissances de ce monde ont compris très tôt que l'accès et le contrôle de l'énergie fossile (ses étapes d'exploration, d'extraction et de transformation) confèrent une capacité à tirer de nombreuses ficelles sur la scène internationale. Des guerres sanglantes ont été menées au cours des dernières décennies pour s'assurer l'accès au pétrole et au gaz. Des coups d'État ont été fomentés, des démocraties sont tombées pour ce même motif (ou n'ont jamais eu la possibilité de s'épanouir), des dictatures ont pu se maintenir grâce à cela. En plaçant sa nation au centre de la chaîne de valeur des énergies fossiles, on peut renforcer l'économie nationale (l'accès à l'énergie étant essentiel à la construction d'économies fortes), mais cela favorise dans le même temps une domination sur d'autres pays, par le biais de la dépendance énergétique ; domination qui pourra ensuite être exploitée à d'autres fins politiques. Voilà ce qu'a toujours été la géopolitique des énergies fossiles. C'est la raison pour laquelle les géants de ce secteur dorment dans le même lit que les géants politiques... Et c'est ce qui se produira (et se produit déjà) lorsqu'il s'agit des matières premières et des minéraux nécessaires à la transition énergétique. »*

Isabelle Geuskens, Milieudéfense / Amis de la Terre Pays-Bas.

Cette dynamique est favorisée par les moteurs du système énergétique polluant. Les sociétés transnationales (STN) sont l'un des principaux acteurs de ce système fracturé et injuste. Soutenues par la loi et ses multiples instruments (tels que les accords de partage des bénéfices, les accords de libre-échange et les traités bilatéraux), les multinationales bénéficient d'un accès illimité aux sources d'énergie et d'une impunité permanente pour leurs violations des droits humains et leurs atteintes à l'environnement. Leurs activités sont généralement promues par les États, qui délaissent sans cesse leurs fonctions de redistribution pour agir en tant que facilitateurs des intérêts privés.

Certains États encouragent l'impérialisme lié aux combustibles fossiles. D'autres États apportent un soutien financier à des projets d'énergie polluante (que sont par exemple les combustibles fossiles ou les grands barrages hydroélectriques) par l'intermédiaire de leurs agences de crédit à l'exportation (ACE), en utilisant les mécanismes de financement public pour favoriser les énergies polluantes et aggraver le changement climatique, même si cela va à l'encontre des principes de l'accord de Paris auxquels les pays disent adhérer chez eux.

*« Il est important d'articuler le discours sur la transition juste autour du développementalisme, parce que de nombreuses politiques et de nombreux programmes sont présentés comme des initiatives de lutte contre la pauvreté, plutôt que comme des entreprises capitalistes. Une fois présentés de cette manière, il devient difficile de les contester, et c'est pour cela que de nombreux mouvements contre des mégaprojets sont qualifiés d'anti-développement. Disons que le développementalisme est comme un loup déguisé en agneau. De la même manière, le développement durable est la servante du fondamentalisme néolibéral. »*

Maya Quirino, LRC / Les Amis de la Terre Philippines.



Les États ont également souvent mobilisé leur police ou leur armée pour s'assurer que les projets d'énergie polluante puissent se poursuivre, même en cas d'opposition. Cela renforce leur dépendance à l'égard des revenus issus des activités extractivistes, et favorise en fin de compte des modèles de développement prédateurs qui ne posent pas la question de savoir qui a accès à la terre, ou qui la contrôle.

En outre, de nombreux États souscrivent à la tendance néolibérale générale à la privatisation et à la libéralisation de l'énergie, faisant de l'énergie une marchandise et un domaine supplémentaire de maximisation des profits. Cela conduit à un accès inégal et inéquitable à l'énergie. Par exemple, alors qu'environ 600 millions de personnes dans le monde n'ont pas d'accès fiable à l'énergie,<sup>3</sup> dans de nombreuses régions, seule la minorité riche peut se permettre de trouver des solutions individuelles afin d'éviter d'utiliser des énergies polluantes, par exemple des panneaux solaires coûteux.

Les oppressions systémiques qui se renforcent mutuellement façonnent également le système énergétique actuel. Les élites mondiales et les pays du Nord bénéficient de modes de vie énergivores, alors que la plupart des incidences du système énergétique actuel sont ressenties dans le Sud.

En raison de la division sexuelle du travail<sup>4</sup> et du racisme environnemental, les femmes du Sud, ainsi que les Noires et les personnes de couleur, les populations autochtones et les communautés rurales, sont touchées de manière disproportionnée par les sources d'énergie destructrices. L'Afrique est encore majoritairement rurale, malgré une urbanisation rapide. Dans ces

zones rurales, la majorité des femmes sont des paysannes. Cela signifie que les femmes sont fondamentalement liées à la terre. En raison des règles en matière de genre, nous avons tendance à être celles qui cuisinent, cultivent, allons chercher de l'eau, ramassons du bois, soignons les malades... Ce sont ces types de rôles et de liens avec la terre qui font de nous les gardiennes de la terre.

*« Lorsque les ressources et les terres sont accaparées par de grandes entreprises polluantes, ce sont les femmes qui en ressentent le plus profondément les effets. Et ce qui aggrave encore la situation, c'est que nous entretenons ce lien très étroit avec la terre ; notre rôle est précisément ce lien avec la terre. Or la terre ne nous appartient pas. Nous avons tendance à ne pas posséder la terre à cause du patriarcat, et ce sont malheureusement les hommes (qui ne travaillent pas sur les terres) qui possèdent les terres. »*

Trusha Reddy, WoMin Africa.

L'héritage de la pollution toxique et radioactive laissée par l'exploitation des combustibles fossiles et de l'uranium dans certaines régions de (nos) territoires autochtones perdure. Les infrastructures toxiques, les mines et les installations de production d'électricité, notamment les centrales à charbon, l'énergie nucléaire et les mégabarrages hydroélectriques, les usines de pâte à papier, ou encore les fonderies toxiques, ont eu des effets dévastateurs sur la santé, la société, l'environnement, l'écologie et la culture des peuples et des terres autochtones, à toutes les étapes du cycle énergétique. La contamination par les métaux lourds et toxiques a ainsi provoqué des cancers liés aux déchets miniers radioactifs et à leur traitement, et de nombreuses personnes souffrent de maladies respiratoires causées par les émissions atmosphériques des centrales électriques au charbon, des raffineries de pétrole, des puits de pétrole et de gaz, et désormais également de la fracturation hydraulique.<sup>5</sup>

L'économie liée aux combustibles fossiles a eu de multiples répercussions négatives sur les paysans, les pêcheurs, les communautés rurales et les femmes : perte de terres, d'eau et de moyens de subsistance ; pollution, déforestation et appauvrissement de la biodiversité ; destruction des économies locales et mise en place d'économies orientées vers l'exportation ; conséquences sanitaires (sexospécifiques). Ces effets s'accompagnent de l'exploitation du travail et du corps des femmes, et de violences sexistes perpétrées par la police, l'armée et les milices ou groupes armés, ainsi qu'au sein du foyer et de la communauté locale.

*« Au Mozambique, les entreprises d'exploitation du charbon ont ouvert des mines. Les familles ont été déplacées, et les femmes ont été les plus touchées : elles nourrissent la famille, elles cultivent les aliments. Les femmes du milieu rural ont été les plus durement frappées, car c'est là que l'exploitation des combustibles fossiles entraîne une perte de moyens de subsistance, de terres et d'eau.*

*Dans la province de Tete, les maisons proposées aux familles déplacées étaient de qualité déplorable, les gens ne pouvaient pas y vivre bien, à cause de la chaleur. Il n'y avait pas de moyens de transport vers le marché, les terres étaient éloignées ; les femmes devaient marcher, voire dormir loin, pour avoir accès à leurs champs. Les enfants, les filles ont cessé d'aller à l'école en raison des risques associés, puisqu'il n'y avait aucun moyen de transport et qu'elles étaient harcelées sur le chemin de l'école. Finalement, les maris partent à la mine et fondent d'autres familles, laissant les femmes seules avec les enfants. Et le gouvernement les soutient. »*

Anabela Lemos, Justiça Ambiental JA! / Amis de la Terre Mozambique.



Les populations du Sud sont de surcroît davantage susceptibles de subir la pauvreté énergétique, c'est-à-dire l'absence d'énergie suffisante pour assurer le bien-être et la dignité des personnes. À cet égard, il existe une nette distinction entre ceux qui bénéficient le plus et ceux qui paient le plus lourd tribut au modèle énergétique mondial actuel. Trop souvent, la présence de ressources naturelles s'accompagne d'une sorte de spirale infernale, qui se traduit par la pauvreté (y compris la pauvreté énergétique), la perte de terres, la militarisation, la violence et la corruption.

*« Le pétrole n'était pas une bénédiction. Les revenus pétroliers ne sont jamais arrivés aux mains des populations, ainsi qu'on le leur avait promis. Les terres leur ont été prises sans compensation. Aucune indemnisation n'a été versée. Alors que les femmes travaillent les terres, elles n'ont pas accès aux indemnisations. Les femmes ne peuvent pas entrer à la mairie. Elles n'ont pas voix au chapitre dans la communauté : les hommes parlent à leur place. C'est un enjeu majeur. Les femmes font partie de la communauté et doivent pouvoir s'exprimer ! Faites savoir aux hommes qu'elles sont là. »*

*Les femmes souffrent de fausses couches, ou de problèmes de peau. L'eau potable est polluée par du benzène. Les maladies qui frappent cette communauté ne sont pas courantes au Nigeria... mais elles s'aggravent de jour en jour. Une femme a perdu ses deux enfants à cause de la pollution. Elle vit près de la zone d'extraction.*

*Pas d'accès à la terre, pas d'accès à quoi que ce soit dans la communauté. Les femmes du delta du Niger dépendent de l'environnement, et quand vous enlevez l'environnement aux femmes, il ne reste rien ! La mangrove est polluée. Les fruits de mer ont disparu, les gens en vivaient avant. Maintenant, il n'y a plus rien. »*

Keziah Okpojo, ERA / Amis de la Terre Nigeria.

La race, le genre, la classe et l'hétéronormativité<sup>6</sup> jouent un rôle historique et continu dans la structuration de nos sociétés<sup>7</sup> et dans l'accès aux avantages octroyés par ce système énergétique finalement non démocratique. En d'autres termes, plus une personne est proche de la famille blanche, de la classe supérieure, hétérosexuelle et nucléaire du Nord, moins elle est susceptible de souffrir de la pauvreté énergétique et des conséquences de la crise énergétique et climatique qui y sont liées.

*« D'après certaines études, le secteur des énergies fossiles est structurellement violent. Tout d'abord, les conséquences sur l'environnement sont dévastatrices. Raser les forêts, creuser profondément dans la terre : ce sont là des actes physiquement violents qui défigurent, voire tuent les paysages. Pour les nations plus pauvres, et dans les territoires autochtones en particulier, les projets de « développement » à grande échelle, qui comprennent des activités extractivistes telles que l'exploitation du charbon et des minéraux métalliques, constituent des entreprises sanglantes. Ces projets divisent les populations, et les personnes qui défendent l'environnement sont intimidées, harcelées ou tuées. L'expérience de la violence à l'encontre des peuples autochtones et des communautés rurales pauvres, notamment des femmes, est bien connue. Les peuples autochtones sont ainsi soumis à des projets invasifs qui s'étalent sur des décennies. Vous imaginez vivre au milieu de ces activités que vous n'avez pas approuvées et qui contredisent tout ce en quoi vous croyez ? C'est douloureux. »*

Maya Quirino, LRC / Amis de la Terre Philippines.





# NI JUSTE, NI FÉMINISTE : DE FAUSSES SOLUTIONS

# 03

Bien que les femmes connaissent par expérience personnelle et collective les injustices du système lié aux énergies fossiles, la transition vers un système d'énergies renouvelables ne conduira pas nécessairement à une transition juste. Si rien n'est fait, les injustices historiques et systémiques sur lesquelles repose le système lié aux énergies fossiles se répéteront à mesure que les énergies renouvelables se développeront.

Les femmes militantes ne remettent pas en cause le fait que la crise climatique nous pousse à opérer une transition rapide des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables. Une telle transition ne pourra néanmoins représenter une solution durable et juste qu'à condition de s'attaquer aux nombreuses injustices qui découlent de la crise climatique actuelle. Nous ne pouvons pas nous permettre de commettre à nouveau les mêmes erreurs.

À mesure que les crises systémiques se multiplient, les discours relatifs à la durabilité et aux transitions sont de plus en plus récupérés par de nombreux secteurs. Tous ne sont pas engagés dans la justice socio-environnementale ni dans le démantèlement des oppressions systémiques.

Leurs mesures sont en effet susceptibles de finir par aggraver les injustices systémiques ancrées dans le système énergétique actuel, absorbant en fin de compte la transition énergétique dans leur mode de fonctionnement habituel. Nous appelons cela des transitions injustes, afin de mettre en évidence combien cela contribue à accentuer les injustices socio-environnementales. Dans cette section, nous allons nous pencher sur la façon dont ces transitions injustes renforcent les problèmes existants.

Les initiatives entachées d'écoblanchiment et de féminisme de façade<sup>8</sup> (en anglais respectivement **greenwashing** et **purplewashing**) sont particulièrement préoccupantes. Ces termes sont utilisés lorsque des États et des entreprises présentent leurs actions comme étant écologistes et féministes, tout en continuant à faire passer les profits avant la vie de la majorité des personnes, à poursuivre la destruction de l'environnement et à renforcer le patriarcat. L'écoblanchiment et le féminisme de façade sont d'ores et déjà présents dans le domaine de la transition énergétique.

## EXTRACTIVISME ET ÉCOBLANCHIMENT : CONTINUER COMME SI DE RIEN N'ÉTAIT

Certains États ont mobilisé l'argumentaire de la transition énergétique et les inquiétudes légitimes du public au sujet de l'environnement pour justifier de nouveaux investissements et des changements de politique.

*« Le ministère philippin de l'Énergie a récemment [et de manière inattendue] annoncé qu'il allait imposer un moratoire sur le charbon. La pandémie a mis en évidence le manque de fiabilité et de flexibilité du charbon. Par exemple, les actions d'Exxon Mobil ont chuté pendant la pandémie... Globalement, nous ne pouvons évidemment pas ignorer le désir réel de trouver des solutions écologiques, en particulier avec le réveil de nombreux gouvernements et même d'entreprises face à la crise climatique. Le changement de paradigme (passant de l'utilisation des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables) a été considérable, si l'on considère que le changement climatique fait depuis peu partie du discours public. Toutefois, le passage aux énergies renouvelables ne doit pas non plus perpétuer le fondamentalisme néolibéral. Les énergies renouvelables pourraient bien finir par alimenter les mêmes dispositifs d'exploitation et de destruction que les combustibles fossiles. La transition vers des énergies renouvelables doit se faire parallèlement à un changement radical vers des approches qui ne marchandent pas la nature et n'exploitent pas la main-d'œuvre dans un but purement lucratif. La Chine a investi de manière très astucieuse dans le charbon et les énergies renouvelables. Dans le cadre de son initiative des « nouvelles routes de la soie » (Belt and Road Initiative), elle prête de l'argent aux nations les plus pauvres d'Asie pour des projets d'énergie renouvelable dans lesquels des entrepreneurs chinois dirigent ou aident à réaliser les projets approuvés... en réponse à un marché intérieur (chinois) saturé. Une fois de plus, cela montre que le passage aux énergies renouvelables s'accompagne d'un risque de voir ces dernières perpétuer les mêmes arrangements prédateurs. »*

Maya Quirino, LRC / Amis de la Terre Philippines.



Un basculement radical des énergies fossiles vers la production d'énergies renouvelables et leur stockage exige des matières premières et des minéraux, extraits de la terre par l'exploitation minière. L'exploitation minière est un secteur connu pour ses dégâts environnementaux et ses nombreuses violations des droits humains. Le secteur minier alimente l'évasion fiscale, la corruption et les conflits violents, notamment dans les pays du Sud. Le travail forcé et l'esclavage (y compris l'exploitation des enfants), ainsi que la violence sexospécifique (notamment la prostitution forcée et la violence sexuelle), sont souvent liés aux sites miniers, qui peuvent se transformer en zones de conflit lorsque les défenseurs de l'environnement et des droits humains, souvent des femmes, dénoncent les injustices du secteur minier. Ces personnes sont alors souvent prises pour cible par les entreprises et les forces gouvernementales qui ne souhaitent pas voir leurs intérêts compromis.

De nombreuses ressources d'énergie renouvelable sont situées sur des territoires autochtones et des régions sensibles d'un point de vue écologique. Leur extraction demande d'immenses quantités d'énergie, d'eau, de matériaux et de terres. Les produits chimiques liés à l'exploitation minière polluent fortement la terre, l'air et l'eau, laissant derrière eux des dégâts considérables pour l'environnement et la santé des espèces et des personnes. Sur le plan humain, les pratiques minières actuelles signifient souvent accaparement des terres, perte de revenus ; et perte d'accès à leurs territoires pour les communautés locales.

C'est sur ces sites que s'articulent les injustices néocoloniales, écologiques et de genre. La transition énergétique, dont tant de personnes espèrent qu'elle mettra fin à des décennies d'injustice liée aux énergies fossiles, pourrait donc facilement nous entraîner dans un nouveau nivellement par le bas. Une partie des principales puissances économiques mondiales s'inquiètent d'ores et déjà vivement des risques en matière d'approvisionnement, et de la manière dont cela mettra en danger leur autonomie stratégique. Certains des métaux les plus indispensables à la transition vers les énergies renouvelables ne sont disponibles que dans un nombre restreint de pays, dont la plupart sont déjà économiquement dépendants de l'extraction des ressources. Il s'agit notamment de pays qui ne respectent pas les droits humains, ou dans lesquels la présence de minéraux a favorisé la corruption généralisée et les conflits violents.

Si l'équité Nord-Sud et la justice de genre ne sont pas solidement intégrées dans la transition, les pays riches imposeront une fois de plus un statut de « développement » et de pauvreté permanente au reste du monde, malgré les nombreuses ressources que ces régions détiennent. Les femmes porteront une fois de plus le poids des crises, et se verront privées de l'accès au foncier et à l'eau, enfermées dans des vies sans possibilités d'éducation, de travail décent, de droit à la propriété, de droits sexuels et reproductifs ou de soins de santé appropriés.

Plusieurs militantes ont présenté des exemples de la façon dont l'idée d'énergie « propre » est récupérée pour favoriser une nouvelle vague de dépossession. C'est déjà le cas en Afrique du Nord, où les centrales solaires en Tunisie (projet solaire TuNur) et au Maroc (centrale solaire de Ouarzazate) représentent de bons exemples de colonialisme énergétique, et de ce que l'on appelle l'accaparement vert (ou greengrabbng).<sup>9</sup> Dans le cas de Ouarzazate :

*« Le projet a été réalisé sur les terres des communautés agropastorales amazighes, sans leur accord et sans leur consentement. De plus, ce mégaprojet est contrôlé par des intérêts privés et a été financé par une dette de 9 milliards de dollars américains. »*

Hamza Hamouchene, Campagne de solidarité avec l'Algérie.

*« Ces projets solaires ont pour seul but de fournir de l'énergie au Nord, et non d'offrir un accès à l'énergie au Sud. Il s'agit essentiellement d'un projet qui fonctionne toujours selon les anciennes approches extractivistes et coloniales de l'énergie, même si le projet est « renouvelable ». Le problème réside aussi dans le système énergétique. Si l'énergie solaire entraîne de vastes accaparements de terres et la dépossession des populations locales, on ne peut pas parler de justice. Si nous ne nous demandons pas à quoi sert l'énergie, ce n'est pas de la justice. Comme nous le disons en portugais, « energia para que e para quem » [l'énergie, pour quoi et pour qui ?]. Nous devons nous demander à quoi sert l'énergie, et pas seulement comment elle est produite. »*

Dipti Bhatnagar and Sara Shaw, Amis de la Terre International.

Les entreprises pratiquent par ailleurs l'écoblanchiment de leurs projets et de leurs investissements. Les sociétés transnationales possèdent une longue histoire d'investissement de ressources pour détourner l'attention des dégâts sociaux et environnementaux qu'elles causent à travers leur recherche permanente de rentabilité maximale.<sup>10</sup>

Les tentatives visant à dissocier l'action des entreprises des torts qu'elles causent ont pris des formes variées au cours de l'histoire. Parmi les exemples les plus connus, citons les initiatives de responsabilité sociale des entreprises (RSE), dans lesquelles les problèmes du marché capitaliste sont censés être résolus grâce à des solutions de ce même marché capitaliste.<sup>11</sup>

Pour les entreprises du secteur des énergies polluantes, il pourra s'agir de financer des compagnies de théâtre,<sup>12</sup> des projets éducatifs<sup>13</sup> ou même des projets d'acteurs supposément préoccupés par le changement climatique.<sup>14</sup> La liste est longue et, pour ceux qui sont engagés en faveur d'un changement systémique, elle montre combien il est nécessaire de comprendre la façon dont le programme anticapitaliste radical de luttes est récupéré et transformé en marchandise.

L'écoblanchiment est utilisé par les entreprises d'énergie polluante d'au moins deux façons. Tout d'abord, ainsi que nous l'avons souligné plus haut, à travers des investissements dans des « projets pour la durabilité environnementale » à l'échelle locale.<sup>15</sup> Ces investissements cherchent à conférer une image de responsabilité environnementale aux entreprises d'énergie polluante. Ensuite, en promouvant une économie verte qui ne remet pas fondamentalement en cause les oppressions systémiques qui résident au cœur de l'économie des énergies fossiles, et qui perpétuent les conséquences néfastes pour les populations et pour les travailleurs.

*« Les emplois verts et les technologies vertes conduisent à l'appropriation de nos propositions et à leur récupération par le monde des entreprises ! Ils parlent des emplois verts comme d'une solution à la crise énergétique, mais sans parler des formes de production. Ils se servent des inquiétudes existantes des travailleurs, mais maintiennent le modèle de production que nous critiquons. Nous devons transformer le modèle : les emplois verts et les solutions violettes ne suffisent pas ! »*

Lyda Fernanda Forero, Centre Syndical des Amériques.

Le partenariat entre la transition énergétique et l'économie numérique est particulièrement dangereux :

*« Aux Pays-Bas, de gigantesques parcs éoliens d'énergie renouvelable sont construits, souvent à proximité de zones d'habitation, et produisent une très grande quantité d'énergie renouvelable. Mais cela ne signifie pas que cette énergie est automatiquement produite pour les personnes vivant à proximité, ni pour les citoyens néerlandais en général. De plus en plus, nous constatons que l'énergie renouvelable va aux entreprises du Big Data, qui s'installent de façon croissante aux Pays-Bas et utilisent de tels parcs afin d'avoir suffisamment d'énergie pour stocker leurs données, sous une « bannière verte d'utilisation de l'énergie renouvelable ».*

Isabelle Geuskens, Amis de la Terre Pays-Bas.

Tous ces exemples montrent que les entreprises cherchent à s'assurer que ce sont elles qui détermineront à quoi ressemblera la transition énergétique, à savoir, davantage d'exploitation des travailleurs dans les transitions menées par les entreprises.

*Plus l'énergie est propre, plus les emplois sont sales. Nous observons diverses manières de continuer à faire progresser et à approfondir le même modèle. Comment passer à une vision de la transition qui se fonde sur la durabilité de la vie, qui place le travail décent au cœur ?*

Lyda Fernanda Forero, Centre Syndical des Amériques.

Les États et les entreprises ont recours à l'écoblanchiment et reprennent les discours liés à la transition pour servir leurs intérêts commerciaux et géopolitiques. Ils s'appuient par ailleurs sur des solutions techniques qui constituent de fausses solutions (par exemple, le stockage du carbone), faisant de la crise climatique et de la nécessaire transition énergétique un problème technique, alors qu'il faut un changement de système pour remédier à sa défaillance.

Les fausses solutions qui prétendent s'attaquer à la crise climatique, telles que le captage et le stockage du carbone (CSC), la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD), les organismes génétiquement modifiés (OGM), le commerce du carbone, le « zéro émissions nettes » ou encore la compensation carbone, sont susceptibles d'entraîner des effets particulièrement dévastateurs sur les communautés locales. En plus d'échouer à résoudre la crise climatique et de retarder la mise en œuvre de véritables solutions, le recours à ces fausses solutions s'accompagne bien souvent de violations des droits humains et des droits environnementaux. Les accaparements de terres associés aux projets de compensation de REDD, aux plantations et aux agrocarburants sont par exemple associés à de telles violations dans de nombreux pays. Ces violations ont une des conséquences particulières sur les peuples autochtones, et touchent souvent les femmes de manière disproportionnée.<sup>16</sup>

*« Le gaz ne peut pas représenter un combustible de transition. Il n'y a tout simplement pas d'espace atmosphérique pour cela. Cela signifie que des millions de personnes doivent déjà se résigner au désastre climatique. Ici, au Mozambique, nous nous battons contre l'exploitation du gaz, où Total, ENI et les autres coupables habituels sont impliqués, qui entraînent les populations sous terre et accélèrent la catastrophe climatique. Nous avons besoin d'un système énergétique différent. »*

Dipti Bhatnagar, Amis de la Terre International.



## FÉMINISME DE FAÇADE ET RÉCUPÉRATION PATRIARCALE : INTÉGRER LES FEMMES, PAS LE FÉMINISME

Le discours technique portant sur la transition énergétique comporte également des préjugés raciaux, de genre et de classe.

*« La plupart des hommes blancs de la classe supérieure proposent alors des solutions technologiques pour résoudre les changements climatiques et opérer la transition énergétique. Ces solutions correspondent aux paradigmes actuels de contrôle patriarcal sur la nature... Elles ignorent les voix des groupes faisant face aux effets de la crise extractiviste et climatique, et qui pointent du doigt les oppressions systémiques qui en sont à l'origine et auxquelles il faut remédier. »*

Isabelle Geuskens, Milieudefensie / Amis de la Terre Pays-Bas.

Les points de vue technocratiques de la transition énergétique sont malheureusement très courants au sein des ONG de défense de l'environnement, ce qui peut conduire à une approche problématique du féminisme et de son lien avec la transition énergétique.

*« Le discours hégémonique sur la transition énergétique se concentre sur l'énergie générée à l'extérieur des corps (exosomatique), à partir des soi-disant « ressources naturelles », rendant ainsi invisible l'énergie générée par les corps eux-mêmes (endosomatique). Dès lors, le travail de soin, qui est une source d'énergie essentielle pour le maintien du modèle énergétique actuel (et de la vie dans son ensemble) est totalement invisible, faisant ainsi des corps féminisés d'autres ressources énergétiques illimitées. »*

Cristina Alonso Saavedra, Amis de la Terre Espagne.

Trop souvent, dans le discours technique actuel sur la transition énergétique, la division sexuelle du travail n'est pas remise en question. Les femmes ne sont pas perçues comme participant aux initiatives de transition énergétique. Elles ne reçoivent pas de formation ou n'acquièrent pas les compétences nécessaires pour dépasser les rôles attribués à chaque genre, et socialement construits. La transition énergétique est de surcroît perçue comme un problème relevant du domaine de la production économique, et le lien de cette sphère avec celle de la durabilité de la vie n'est pas mis en avant.

Les discours officiels et du monde des affaires portant sur la transition énergétique la présentent souvent comme une énième sphère de profit. En ce qui concerne la création d'emplois, il est d'ores et déjà évident que les soi-disant « emplois verts » sont loin d'être décents, et que le travail de soin n'est pas considéré comme un élément pertinent dans les débats sur la transition énergétique. Il est tout aussi manifeste que les femmes ne bénéficieront pas des investissements dans une transition énergétique axée sur le marché. Une telle transition est centrée sur le profit, et non sur le bien-être de la majorité.

Par ailleurs, lorsque les femmes participent, nous constatons globalement un manque de démocratie et d'horizontalité. Si dans certains cas les femmes sont abordées en tant que bénéficiaires des projets de transition énergétique, elles ne sont pratiquement jamais perçues comme des sujets politiques. Et même si les femmes constituent la majorité des participants à une initiative de transition énergétique donnée, même si elles sont parmi les plus durement frappées par la crise climatique, le discours politique et la prise de décision restent entre les mains de quelques hommes. Cela renforce les structures patriarcales en place, qui soutiennent les processus politiques et de prise de décision dans le cadre de l'économie basée sur les énergies fossiles.

L'approche « genre et développement » reste d'autre part prédominante, ce qui signifie que la participation des femmes en tant que bénéficiaires de l'aide est perçue comme suffisante. Ceci révèle en fin de compte le potentiel néfaste d'une transition énergétique qui n'est ni juste, ni émancipatrice. S'il est important de reconnaître la centralité de la participation des femmes dans les projets de transition énergétique, il est clair que le simple fait d'intégrer des femmes ne se traduit pas automatiquement par un projet féministe.

Le système politique et économique actuel affiche une longue histoire d'exploitation et d'oppression des femmes. Ce n'est donc qu'en remettant en cause les racines des injustices que nous ferons réellement avancer une transition énergétique juste. Sans féminisme, nous risquons de créer une transition énergétique qui reproduit les modèles existants d'exploitation sexiste et renforce le patriarcat.

En ce sens, les mouvements populaires, anticapitalistes, autochtones, antiracistes et féministes doivent ouvrir la voie à une transition énergétique juste et féministe, en contestant les pratiques et les récits qui s'opposent à la transition énergétique. Cela peut représenter un défi en raison de la nature structurelle du patriarcat et de tous les systèmes d'oppression, et parce que certains États et entreprises d'énergie polluante trouvent des moyens de récupérer le féminisme.



La Commission européenne et le Parlement européen ont par exemple promu des événements<sup>17</sup> et commandé des recherches en vue d'inclure l'égalité des sexes dans la transition énergétique, en axant le débat sur la création de davantage d'emplois, et sur une augmentation de la productivité. D'après eux, « l'égalité entre les hommes et les femmes apporte plus d'emplois et une plus grande productivité - un potentiel qui doit être réalisé alors que nous nous engageons dans la transition énergétique verte et la reprise économique après la crise du Covid-19. »<sup>18</sup>

Dans un tel discours, la répartition inégale des bénéfices et des effets de la crise, même au sein de l'Europe, est effacée, ainsi que le montre déjà le renouveau de l'extractivisme dans la région. L'accent mis sur la relance et la production économiques est par ailleurs en contradiction avec ce que les féministes du monde entier réclament : la nécessité de placer la vie, et le souci de la vie, au centre des efforts de reprise économique.

Le féminisme de façade ou purplewashing est un terme utilisé pour identifier les multiples façons dont les entreprises mobilisent les analyses de genre afin de légitimer leurs actions et masquer leurs pratiques d'exploitation et leurs violations des droits humains envers les femmes, leurs territoires et leurs communautés.

Dans le secteur de l'énergie polluante, ces entreprises parviennent à se présenter comme des promoteurs de l'égalité des sexes, en investissant dans des programmes de soutien aux start-up dirigées par des femmes, en promouvant les femmes dans la technologie,<sup>20</sup> en soutenant des initiatives d'éducation pour les filles,<sup>21</sup> et même en célébrant la Journée de la femme.<sup>22</sup> Dans le même temps, ces sociétés transnationales ne mentionnent pas les incidences en matière de genre de leurs actions en dehors des frontières

européennes, et la manière dont leurs activités renforcent la division sexuelle du travail et le racisme environnemental, ou le mauvais traitement historique des corps et territoires autochtones.

En définitive, la récupération du féminisme par les multinationales et le néolibéralisme a pour effet de diviser et de dresser les femmes les unes contre les autres. D'un côté, on trouve celles qui méritent de bénéficier des privilèges du système énergétique injuste et, de l'autre, celles qui luttent pour survivre, malgré l'exclusion et les effets négatifs du système.

Ces exemples montrent par ailleurs qu'il existe une dangereuse marchandisation des luttes par les entreprises, où les programmes des mouvements sociaux sont repris et utilisés comme une nouvelle sphère de profit, gommant au passage la radicalité du féminisme ainsi que l'analyse et les actions anticapitalistes, anticoloniales, antiracistes et antipatriarcales.

Enfin, en ce qui concerne les stéréotypes patriarcaux, on observe une similitude troublante entre les discours de certains écologistes et ceux des multinationales et des États. Tous deux s'appuient sur des visions technocratiques qui réduisent la transition énergétique à un ensemble de solutions techniques. Dans ces discours, le protagoniste de la transition énergétique est bien éloigné des femmes sur le terrain. Dans un tel cadre, la transition sera dirigée soit par le marché capitaliste et son agent ultime, les entreprises, soit par l'homme blanc urbain formé aux sciences de l'énergie.

Ni l'écoblanchiment ni le féminisme de façade ne remettent en cause le cadre plus large des oppressions systémiques auxquelles le modèle énergétique actuel est intrinsèquement lié. En tant que personnes et mouvements engagés dans le changement systémique, il est impératif de s'opposer à ces fausses solutions.

*« Les femmes touchées sont les principales victimes des impacts des grands projets énergétiques : nous ne participons pas aux mesures de compensations, ni aux réunions de planification. Les femmes qui entretiennent le lien le plus intense avec la terre sont exclues. Ce sont généralement les hommes qui participent le plus. Nous pouvons citer le projet Arpilleras, qui illustre bien ce qui se passe lorsque les barrages sont construits : des lieux de prostitution sont ouverts à côté des chantiers des barrages hydroélectriques, et le nombre de grossesses non désirées augmente. »*

*Les entreprises assassinent les leaders politiques. Nous subissons également une forte criminalisation des mouvements, et nous nous demandons comment garantir la sécurité des femmes dirigeantes, afin qu'elles puissent participer à la lutte et être entendues, en toute sécurité. Les femmes, l'eau et l'énergie ne sont pas des marchandises. »*

**Aline Ruas**, Mouvement des personnes touchées par les barrages.



# TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE FÉMINISTE

# 04

Par opposition aux points de vue évoqués ci-dessus en matière de transition énergétique, les féministes du monde entier font progresser les pratiques, construisent des argumentaires et élaborent une nouvelle approche, qui place la durabilité de la vie au centre des changements systémiques indispensables. Elles fournissent de nombreux éléments et valeurs afin de construire une image de ce à quoi ressemble une transition énergétique féministe et juste.

Les contributions féministes à une transition énergétique juste peuvent être organisées autour de deux fils conducteurs liés entre eux, et qui renvoient à l'héritage des actions et des réflexions anti-systémiques. Le premier couvre l'économie et la politique, le second le travail et la nature. Les héritages féministes de remise en question de l'économie et de la politique dominantes, ainsi que la promotion d'alternatives à celles-ci, nous invitent à poser la question suivante : dans quels types d'économies et de politiques féministes une transition énergétique juste et féministe s'ancre-t-elle ?

Cette question soulève une nouvelle série de questions : comment, pour qui et que produisons-nous et reproduisons-nous actuellement dans nos sociétés ? Et comment, pour qui et que voulons-nous produire et reproduire dans le cadre d'une transition énergétique juste ?

Pour répondre à ces questions, il convient de reconnaître le caractère colonial, impérialiste, raciste, patriarcal, hétéronormatif et capitaliste du système énergétique actuel, qui structure et organise les sociétés de manière à assurer l'accumulation de profits pour une minorité.

*« Une transition féministe juste revêt de nombreuses facettes. Au fond, une transition féministe juste s'oppose au pouvoir. Il s'agit d'une critique de tout système ou modèle hiérarchique qui privilégie certaines classes, identités ou expériences par rapport à d'autres. Une critique féministe, outre le fait d'examiner les questions relatives aux femmes, conteste la logique productiviste de domination sous-jacente à un « mode de vie impérial ». <sup>23</sup> Une transition féministe doit aspirer à transformer le statut et la condition des femmes. Une transition juste qui sert à perpétuer l'oppression, la discrimination et la subordination des femmes est incomplète, au mieux, et défectueuse, au pire.*

**Maya Quirino**, LRC / Amis de la Terre Philippines.

Il s'agit également de repenser et de redéfinir l'organisation sociale, afin de garantir les conditions nécessaires à la préservation de la vie pour la majorité de la population.

*« Cela signifie qu'il faut penser le système énergétique dans le cadre d'une réflexion sur l'organisation sociale en plaçant au cœur la reproduction, les soins et la lutte contre la division sexuelle du travail. C'est dans cette perspective féministe, de classe, antiraciste et anticolonialiste que nous devons penser le système énergétique dans son ensemble, et pas seulement en termes de matrice et de sources d'énergie. Bien sûr, il est fondamental de sortir de la dépendance aux combustibles fossiles et au charbon. Cela doit se faire en décolonisant le système énergétique. »*

**Karin Nansen**, Amis de la Terre International.

Au total, force est de constater l'importance de remettre en question et de changer les systèmes économiques et politiques actuels.

*« Le travail est fondamental, et le travail de reproduction et de soins est essentiel ! Nous devons passer d'une économie extractiviste à une économie écologiquement durable. Nous ne parlons pas seulement des sources d'énergie, mais aussi du pouvoir, des usages de l'énergie : pour quoi et pour qui, et qui en est propriétaire ? Il s'agit d'une approche de démocratisation de l'énergie, qui doit avoir pour horizon la promotion et l'expansion du travail décent.*

*Il sera tout aussi fondamental de mettre fin à la pauvreté énergétique : dans notre région et sur notre continent, on observe un racisme environnemental et une pauvreté énergétique, qu'il faut combattre par la démocratisation de l'énergie. Nous avons également besoin d'une vision de la justice. Et à ce titre, nous portons plusieurs principes : centralité du travail productif et reproductif ; travail décent, droits humains en général et droits du travail en particulier ; démarchandisation et dépatiarcalisation de l'énergie ; accès gratuit et universel aux services publics ; participation des travailleuses à la justice énergétique.*

*Nous voulons mettre fin aux asymétries entre les pays ; nous voulons une démocratisation de l'accès à la terre et une réforme agraire ; une démocratisation de la propriété des technologies et un contrôle populaire des technologies. Les enjeux liés aux technologies (accès, propriété et contrôle) constituent un élément essentiel de la transition. Nous devons assurer la démarchandisation et la décentralisation de la matrice énergétique. »*

**Lyda Fernanda Forero**, Centre Syndical des Amériques.

*« Au cœur de la transition juste se trouve une démocratie profonde, dans laquelle les personnes exercent un contrôle sur les décisions qui ont une influence sur leur vie quotidienne. Une transition énergétique juste recouvre l'ensemble des principes, processus et pratiques unificateurs basés sur les expériences locales de construction du pouvoir politique, pour passer d'une économie extractive à une économie régénératrice. Il s'agit de justice raciale et ethnique aux États-Unis et dans les régions du monde qui subissent les conséquences de la politique américaine. »*

Kitzia Esteva, Grassroots Global Justice Alliance.

*« Il faut que la transition énergétique féministe et juste soit centrée sur les personnes, et non sur les profits ; elle doit être détenue par les personnes (ce qui implique propriété publique et démocratie énergétique), et non par le marché privé néolibéral. Elle doit inclure la décroissance, afin que nous puissions vivre en équilibre avec ce que la Terre nous offre, de manière à ce que toutes et tous puissent en bénéficier, et non pas une surexploitation aux dépens du plus grand nombre et de la planète. Le mythe de la croissance verte représente le même piège que celui dans lequel nous nous trouvons actuellement. »*

Isabelle Geuskens, Milieudéfensie / Amis de la Terre Pays-Bas.

Les questions relatives à la production et à la reproduction invitent également à des réflexions sur le pouvoir : qui a le pouvoir de décider de l'organisation de la production et de la reproduction ? Pourquoi ont-ils ce pouvoir, comment l'utilisent-ils et qu'en font-ils ?

Ces questions révèlent la façon dont une transition énergétique féministe et juste est finalement liée à l'organisation politique populaire et aux processus politiques collectifs, horizontaux et démocratiques. Partager les ressources, décentraliser les structures de pouvoir et laisser les combustibles fossiles dans le sol sont considérés comme faisant partie du même processus. La contestation et la revendication du rôle de l'État en tant que domaine dans lequel la redistribution est effectuée, et l'accès au public est assuré, jouent également un rôle clé.

*« La Transition Énergétique Juste est un projet politique populaire qui nécessite de plus en plus d'organisation, qui exige et qui nous permet de reprendre le contrôle du système énergétique : aux mains du secteur public, de l'État, des municipalités et des populations. Et c'est une façon de construire le pouvoir populaire, en affirmant l'importance de la gestion collective de la biodiversité, et de la souveraineté alimentaire. »*

Karin Nansen, Amis de la Terre International.



*« La transition énergétique juste doit être inclusive : accès à l'énergie pour toutes et tous, pouvoir de décision pour toutes et tous. Les peuples autochtones, les femmes et les populations du Sud sont en train de façonner et de proposer des visions alternatives de la transition énergétique juste, parce qu'ils paient les frais du modèle actuel depuis très longtemps, et savent par expérience ce qui doit changer. Ils sont néanmoins ignorés et mis à l'écart sur la scène internationale des énergies renouvelables. Ils devraient au contraire être au cœur de la solution. Nous n'avons pas besoin d'une transition qui soit façonnée par ceux qui sont aux commandes de la crise actuelle (les hommes, les Blancs, les diplômés de l'enseignement supérieur, les technocrates et les penseurs du marché). Une transition énergétique juste et féministe n'est donc pas fondée sur des solutions techniques qui n'ont pas fait leurs preuves ou qui externalisent les dégâts et les coûts, y compris pour les générations futures. Enfin, il ne devrait pas y avoir de modèle d'énergie renouvelable qui parle de transition verte ici en Europe, à partir d'une interprétation nationale de l'Accord de Paris, tout en continuant à stimuler la dépendance aux énergies fossiles ailleurs par le biais de politiques étrangères et de la non-régulation des entreprises. Nous avons besoin de réglementations contraignantes et de diligence raisonnable. »*

Isabelle Geuskens, Milieudefensie / Amis de la Terre Pays-Bas.

*« L'intégration d'une transition énergétique féministe et juste dans le cadre d'un processus plus large de création d'alliances et de promotion du dialogue entre mouvements alliés est essentielle pour garantir qu'une transition énergétique féministe et juste fasse partie d'un projet politique complet de changement systémique. »*

Nalu Faria, Marche mondiale des femmes des Amériques.

La relation politique et pratique entre la transition énergétique juste et la souveraineté alimentaire constitue à cet égard un aspect essentiel. Des mouvements populaires de terrain tels que La Via Campesina et la Marche mondiale des femmes identifient l'agroécologie en tant que voie politique féministe, antiraciste et anticoloniale, ancrée dans les connaissances et la culture ancestrales, pour atteindre la souveraineté alimentaire. Les initiatives d'éducation populaire agroécologique proposées par ces mouvements doivent être perçues comme des centres de connaissances pour une transition énergétique juste féministe.

Cela implique également un refus collectif très clair des fausses solutions et des transitions injustes. Ce refus s'appuie sur un programme anticapitaliste et sur une compréhension générale de la nécessité de rompre avec ce système. En fin de compte, seule une approche féministe d'une transition énergétique juste peut contrer la mainmise des entreprises sur le déroulement de la transition.

Les discussions relatives à l'économie et à la politique dans le cadre d'une transition énergétique féministe et juste sont liées à la manière dont le travail est organisé dans nos sociétés, et aux types de relations humain-nature mises en avant dans les processus de

travail. Les principes d'interdépendance (reconnaître et valoriser la dépendance entre les êtres humains) et d'écodépendance (reconnaître la dépendance humaine vis-à-vis de la nature) sont en ce sens particulièrement importants,<sup>24</sup> tout comme l'est la reconnaissance des processus historiques de dépossession.

*« Quelles sont les solutions locales mises en œuvre, qui ont perduré après la colonisation, et qui sont des projets modèles pour de nouvelles façons de faire coexister communautés locales et énergie ? Les soins et la préservation de la santé de toute la communauté. Pour de nombreux peuples autochtones, le rôle des femmes en matière de travail de soin au sein de la communauté a été mis à mal par la colonisation. Pourtant ce rôle est toujours valable, et nous devons réfléchir à la manière dont nous pouvons utiliser ce rôle précieux comme moyen de transition vers une énergie durable, des systèmes appartenant à la population, des sources d'alimentation locales, et la sécurité et la souveraineté alimentaires. »*

Bineshi Albert, Réseau environnemental autochtone.

*« Comment pouvons-nous, selon l'approche de l'économie féministe, changer radicalement le système économique ? Et, à partir de là, changer le système énergétique ? Il s'agit de se battre pour les territoires, contre leur appropriation, tant par le système énergétique dominant que par les fausses solutions qui transforment ces territoires en plateformes d'accumulation du capital. »*

Karin Nansen, Amis de la Terre International.

Le défi qui nous attend consiste à assurer une transition féministe et écodépendante, par opposition à la manière actuelle d'aborder l'accès à l'énergie et à d'autres droits fondamentaux comme une marchandise.

*« Le Narmada Bachao Andolan (Mouvement pour sauver la rivière Narmada), en Inde, est un mouvement populaire singulier et magnifique qui œuvre depuis 1985 pour protéger la rivière et empêcher les barrages destructeurs de détruire l'environnement et, avec lui, des millions de vies, et des moyens de subsistance. Le gouvernement voulait construire le barrage pour fournir de l'électricité à des régions éloignées, alors que la plupart des peuples autochtones qui allaient être déplacés par le barrage n'ont jamais eu accès à l'électricité.*

*La devise du mouvement est : « lutte et reconstruction ». Dans le cadre des activités de reconstruction, certains villages se sont ainsi organisés, ont établi des alliances avec les mouvements scientifiques populaires en Inde et ont utilisé leur propre main-d'œuvre pour construire et entretenir des microbarrages hydroélectriques dans leurs villages. Ils disposaient ainsi de l'électricité pour leurs propres villages, sans nuire à l'environnement ni à d'autres êtres humains. Ils contrôlaient la prise de décision concernant la source d'énergie et l'utilisation de l'énergie. La*



*leçon que nous pouvons en tirer est l'importance des alternatives d'énergie renouvelable qui appartiennent à la population. »*

**Dipti Bhatnagar**, Amis de la Terre International.

*« Les exemples pratiques permettent aux gens de constater qu'il est possible de faire les choses différemment, qu'un monde meilleur est possible. Lorsque nous parlons d'énergie renouvelable, nous ne parlons pas des barrages hydroélectriques, qui provoquent un appauvrissement des populations. Une transition juste impose une participation populaire au débat sur ce qu'est cette transition équitable. Actuellement, le peuple est exclu du débat. À Cuba, les enfants participent au débat. Au MAB, nous débattons aussi avec les enfants. C'est un processus participatif. Nous demandons : quelle quantité d'énergie, quelle exploration pétrolière, quelle exploitation minière et pour qui ? Lorsque nous débattons de la souveraineté, nous pouvons poser la question : à quoi sert l'énergie ? »*

**Aline Ruas**, MAB et MAR.

*« Nous donnons aux femmes les moyens de devenir des dirigeantes de l'énergie durable. Les femmes sont plus vulnérables à la pénurie d'énergie et nous devons nous concentrer sur elles. Pourquoi une énergie propre est-elle nécessaire en Palestine ? Nous dépendons de l'approvisionnement en énergie d'Israël, et ils occupent nos terres. Israël dépend de l'énergie provenant du charbon. Quand nous avons commencé à vouloir améliorer notre accès à l'énergie, nous avons pensé qu'il était important d'être indépendant de l'énergie israélienne. En Cisjordanie, dans la vallée du Jourdain, se trouvent les communautés les plus vulnérables, sous le contrôle total d'Israël, parce que situées dans la région côtière. La pression israélienne est très forte dans ces communautés : ils cherchent à les forcer à quitter leurs terres. Israël empêche les organisations palestiniennes d'y fournir des services, mais nous avons réussi à leur fournir des panneaux solaires, puisqu'il n'y a pas d'infrastructure énergétique. À Gaza, les gens ne se souviennent pas de la dernière fois où ils ont eu accès à 24 heures d'électricité d'affilée. Ils vivent en état de siège et ne disposent que de trois à quatre heures d'énergie par jour. Les riches qui ont de l'argent peuvent accéder à de l'énergie pendant la nuit, mais la majorité des gens ne le peuvent pas. Gaza vit dans l'obscurité depuis 14 ans. Nous avons donc mis en place des projets d'énergie solaire à Gaza et en Cisjordanie, et nous avons ciblé l'utilisation des ménages. Aujourd'hui, les fermes et les centres dirigés par des femmes disposent de sources d'énergie 100 % propres. Ils produisent des fraises biologiques, du fromage, du lait, des aliments... La vie devient alors beaucoup plus facile, elles ont du temps pour faire d'autres choses : auparavant, les femmes n'avaient pas ce temps. Ce projet permet d'économiser du temps et des ressources. »*

**Abeer Butmeh**, Réseau des ONG environnementales palestiniennes (PENGON)) / Amis de la Terre Palestine

Toute transition énergétique doit être intégrée à un ensemble plus vaste de programmes politiques œuvrant à un changement systémique, où le pouvoir des peuples et l'organisation féministe populaire sont essentiels.

*« Une vision régionale de la transition exige le respect des droits des communautés locales, le droit à la consultation préalable. Il ne s'agit pas seulement d'une question technologique. Nous pouvons reconnaître l'énergie comme un bien commun. En Amérique latine, une logique mercantile persiste dans les énergies renouvelables. Nous devons lutter contre la marchandisation de l'énergie. Il y aura une transition : la question est de savoir de quelle manière elle se fera. »*

**Natalia Salvático**, Amis de la Terre Argentine.

*« Les femmes concernées sont des défenseuses de la vie : nous luttons contre ce système qui est un système de mort. Dans le système actuel, la mort est une issue fréquente. Nous débattons du prix de l'électricité : c'est du vol, et cela prive les gens de nourriture. Cela nous touche principalement, nous, les femmes, qui sommes à la maison, qui nous occupons de l'économie du foyer. On nous reproche d'utiliser des appareils électriques parce que l'énergie est chère. Nous avons besoin d'un féminisme populaire, construit par les femmes qui travaillent, qui veulent construire une autre société que nous appelons socialisme, et que d'autres appellent une bonne vie. »*

**Aline Ruas**, MAR et MAB.

SI LA TRANSITION N'EST PAS POPULAIRE ET FÉMINISTE, ELLE NE SERA PAS JUSTE.



## COVID-19 : LES ENJEUX

La pandémie en cours a mis en lumière l'interdépendance entre les êtres humains et l'écodépendance des humains vis-à-vis de la nature et de la vie non humaine.<sup>25</sup>

*« La pandémie de Covid-19 nous a rappelé à tous une vérité crue : le capitalisme va à l'encontre des besoins humains fondamentaux et pousse les systèmes écologiques et sociaux au bord de l'effondrement. Le besoin de rétablir la relation entre nos sociétés et la nature n'a jamais été aussi impératif. Nous devons construire une reprise juste sur la base d'une justice environnementale, sociale, de genre, raciale, économique et centrée sur les personnes. »*

**Dipti Bhatnagar**, Amis de la Terre International.

Si l'on regarde les réponses apportées à la crise de Covid-19, nous observons cependant qu'une fois de plus l'économie dite productive est privilégiée par rapport aux soins, à la population et à la nature. Les besoins en matière de soins et le travail domestique ont par conséquent été délégués à la sphère privée, pour être résolus dans le cadre de la famille ou par le biais du marché privé. Dans tous les cas, ce type de travail est effectué de façon disproportionnée par les femmes.

*« La réponse à la crise du Covid-19 a consisté à sacrifier des individus sur l'ensemble de la planète au nom du capitalisme. Il y a une convergence en cours : un monde dans lequel le pouvoir est concentré, la richesse est concentrée, la possibilité de recevoir des soins est concentrée. »*

**Samantha Castro**, Amis de la Terre Australie.

Le Covid-19 a mis en évidence l'ampleur de la crise des soins dans nos sociétés : une crise qui s'est développée au fil des siècles en raison de l'incapacité du système patriarcal, raciste et capitaliste à prendre soin des personnes, de la nature et des territoires, et de sa dépendance à l'égard du travail et des corps-territoires des femmes pour compenser et réparer les dégâts causés par le système d'exploitation capitaliste néocolonialiste.<sup>26</sup>

Alors que les gouvernements et les marchés ne parviennent pas à répondre aux besoins des personnes et de la planète, les mouvements sociaux et les communautés locales ont organisé des réseaux de solidarité pour s'assurer que les besoins fondamentaux sont satisfaits. Ces expériences sont essentielles à la survie des populations et doivent être valorisées, parce qu'elles offrent des notions pertinentes pour encadrer le processus de relance.

Elles rappellent en outre la nécessité de créer un autre rapport aux soins, à l'autonomie des femmes, au travail, au corps, ainsi qu'un nouveau rapport à la nature et à la vie au sein des limites

écologiques. Partout à travers le monde, les féministes dénoncent le fait que c'est la « normalité » qui nous a menés ici, et refusent de revenir à cette « normalité ».

Au contraire, ainsi que l'indiquent les principes des Amis de la Terre International pour une reprise juste de la crise du Covid-19,<sup>27</sup> le processus de relance devrait commencer par l'abandon du néolibéralisme et de l'austérité, ainsi que par la mise en place immédiate de politiques et de mesures fondées sur la justice, qui reconnaissent les limites écologiques.

Les gouvernements doivent répondre aux multiples crises systémiques (de la pandémie, des inégalités, du climat, de l'alimentation, de la biodiversité et des soins) à leurs liens réciproques et à leurs causes profondes, en adoptant un programme de changement de système transformateur.

*« Des phénomènes météorologiques extrêmes se produisent partout dans le monde. Cela fait des mois que nous étouffons à cause des fumées des feux de forêt en Californie. La pandémie a rendu criant le besoin d'alternatives économiques qui répondent aux besoins des populations les plus touchées. La pandémie a entraîné une surexploitation des travailleurs nationaux et migrants. »*

**Kitzia Esteva**, Global Grassroots Justice.

Un tel changement doit se faire en construisant et en renforçant la démocratie, et en garantissant la réalisation des droits humains et des droits des peuples. Les mesures de relance doivent par ailleurs s'appuyer sur la coopération multilatérale et la solidarité internationaliste, et les renforcer.<sup>28</sup>



## CONCLUSION

Ce document propose une synthèse des débats féministes en cours sur la transition énergétique juste, et met en relief les éléments pertinents pour les discussions à venir. Nous espérons qu'il servira d'outil pour des débats fructueux, des convergences et une stratégie féministe collective dans un avenir proche.

Une approche de transition juste et féministe implique de s'attaquer aux injustices extractivistes systémiques, lesquelles sont renforcées et constamment perpétuées au sein du marché international.

Une véritable transition juste implique de s'attaquer à la manière dont les accords commerciaux sont orientés vers la libéralisation du commerce des matières premières dans l'intérêt des grands secteurs industriels énergétiques. En lieu et place, il convient de réglementer au nom d'un système économique mondial d'énergie renouvelable équitable et inclusif, protégeant ainsi les populations et la planète. Le système actuel maintient en effet les nations les plus pauvres, celles qui possèdent des ressources énergétiques naturelles, coincées dans le piège de la dette, tandis que d'autres contrôlent ces ressources.

Une transition juste et féministe exige également de porter un regard critique sur la manière dont nous utilisons l'énergie, et sur les inégalités entre ceux qui utilisent la majeure partie de cette énergie, et aux dépens de qui.

Il convient dès lors de s'attaquer aux modes de consommation non durables qui épuisent la planète et exploitent nombre de ses habitants. L'actuelle approche néolibérale de « croissance éternelle », avec sa production massive de déchets (qui finissent souvent en décharges toxiques auprès des populations de l'hémisphère Sud) ne pourra jamais réaliser une transition juste. C'est également lié à l'augmentation rapide de la consommation d'énergie numérique, de l'Internet des objets et des cryptomonnaies, qui répondent aux besoins de quelques privilégiés, mais consommant des quantités prodigieuses d'énergie. Si l'on ne s'attaque pas à ces inégalités et aux inégalités liées à l'empreinte énergétique, les écarts entre les nantis et les démunis à travers le monde ne cesseront de se creuser.

Une transition juste et féministe, c'est aussi mieux utiliser les métaux et les minerais qui circulent déjà au sein de nos économies, plutôt que de se lancer dans une nouvelle course internationale menant à un extractivisme sans fin, qui ravage la planète. Cela signifie apprécier le travail des personnes qui ramassent de déchets, dont beaucoup sont des femmes. Certains matériaux peuvent déjà être facilement recyclés, d'autres pourraient l'être, si la priorité était donnée aux peuples et à la Terre. Il s'agit d'investir sérieusement dans la recherche sur le recyclage et la capacité d'innovation, afin de trouver de nouvelles méthodes de conception et de recyclage durables et sûres. Des lois sont nécessaires sur le droit à la réparation, tout comme sont impératives des aides apportées aux activités de réparation et de réutilisation. Il s'agit de ne pas permettre aux entreprises de construire sciemment des produits à courte durée de vie, simplement parce qu'elles veulent continuer à nous vendre ce produit encore et encore.

Toutes ces idées ne sont réalisables que si nous changeons la matrice de production pour une matrice d'énergies renouvelables décentralisées basée sur la justice, la participation et la souveraineté énergétique, de telle sorte que les populations gèrent la production de l'énergie qu'elles consomment. Ce que nous observons dans les

*« Des énergies qui soutiennent les grandes entreprises dans leurs projets de profit, dans l'accumulation du capital... Ils ne pensent même pas à la durabilité des populations... [Nous devons] placer notre action dans la force des mouvements sociaux, en passant de la politique capitaliste aux pratiques féministes de solidarité, de réciprocité entre les peuples, en dénonçant les blocages économiques. La crise climatique actuelle exige la création d'un système qui respecte la vie, les soins et l'affection. Nous exigeons la rébellion ! En harmonie avec la nature. »*

**Mafalda Galdames**, Marche mondiale des femmes Chili et Comité international.

approches classiques de la transition énergétique est néanmoins fort éloigné de cela. Les entreprises promeuvent au contraire l'écoblanchiment et le féminisme de façade comme autant de stratégies permettant de masquer l'absence de changement systémique, et utilisent la transition énergétique comme une opportunité commerciale.

En ce sens, il est important que nous construisions une transition juste et féministe qui nous éloigne d'une nouvelle course vers le bas, et qui nous oriente au contraire dans une voie inclusive et durable, vers le haut. Des normes exigeantes doivent par exemple être mises en place, intégrées dans des obligations de diligence raisonnable exigeant des secteurs industriels liés aux énergies renouvelables qu'ils identifient, traitent et corrigent leurs incidences tout au long de la chaîne d'approvisionnement, et qu'ils soient tenus responsables s'ils ne le font pas.

Pourquoi celles et ceux qui n'ont aucune responsabilité dans les changements climatiques devraient-ils payer le prix de la solution ? Pourquoi les acteurs historiquement responsables de multiples crises systémiques, dont la catastrophe climatique, sont-ils ceux qui déterminent l'éventail des solutions ?

Les pays développés ont une dette climatique et écologique historique envers les pays en développement, et doivent les soutenir financièrement et technologiquement. Il faut veiller à ce que ces normes ne soient pas utilisées contre les nations les plus pauvres, pour les empêcher de contrôler leurs ressources et de renforcer leurs propres capacités en matière d'énergies renouvelables, mais qu'elles soient au contraire soutenues afin d'améliorer ces domaines. Ce n'est qu'à ces conditions que nous accéderons à une transition énergétique juste.

Sans une approche féministe intégrée au changement de système pour lequel nous travaillons et luttons, il n'y aura pas de justice dans la transition énergétique juste. Si la transition n'est pas populaire et féministe, elle ne sera pas juste.

SI LA TRANSITION N'EST PAS POPULAIRE ET FÉMINISTE, ELLE NE SERA PAS JUSTE.

# PAS DE JUSTICE SANS FÉMINISME



NOVEMBRE | 2021

## ORGANISATIONS D'AMIS DE LA TERRE AUTOUR DU GLOBE



### Afrique

Afrique du Sud  
Cameroun  
Ghana  
Liberia  
Mali  
Mozambique  
Nigeria  
Ouganda  
Sierra Léone  
Tanzanie  
Togo

### Asie-Pacifique

Australie Bangladesh  
Corée du Sud  
Inde  
Indonésie  
Japon  
Malaisie  
Népal  
Palestine  
Papouasie-Nouvelle-  
Guinée  
Philippines  
Russie  
Sri Lanka  
Timor Oriental

### Europe

Albanie  
Allemagne  
Angleterre, Pays  
de Galles et  
Irlande du Nord  
Autriche  
Belgique (Flandre  
et Bruxelles)  
Belgique (Wallonie  
et Bruxelles)  
Bosnie-Herzégovine  
Bulgarie  
Chypre  
Croatie  
Danemark  
Écosse  
Espagne  
Estonie  
Finlande

France  
Géorgie  
Hongrie  
Irlande  
Lettonie  
Lituanie  
Luxembourg  
Macédoine du Nord  
Malte  
Norvège  
Pays-Bas  
Pologne  
République tchèque  
Russie  
Slovaquie  
Slovénie  
Suède  
Suisse

### Amérique latine et Caraïbes

Argentine  
Brésil  
Chili  
Colombie  
Costa Rica  
Curaçao  
El Salvador  
Équateur  
Grenade  
Haïti  
Honduras  
Mexique  
Paraguay  
Uruguay

### États-Unis d'Amérique et Canada

Canada  
États-Unis  
d'Amérique

## ENDNOTES:

- Décennie zéro**, Amis de la Terre International, 2016 <https://www.foei.org/fr/ressources/publications-fr/decennie-zero>
- Une transition énergétique juste pour l'Afrique ?** Milieudéfense (Amis de la Terre Pays-Bas) et Both ENDS, 2020 <https://www.bothends.org/en/Whats-new/Publicities/A-Just-Energy-Transition-for-Africa---Mapping-the-impacts-of-ECAs-active-in-the-energy-sector-in-Ghana-Nigeria-Togo-and-Uganda/> [en anglais]
- Good energy, bad energy**, Les Amis de la Terre International, 2013 <https://www.foei.org/good-energy-bad-energy>
- « La division sexuelle du travail organise le travail des femmes et des hommes selon une séparation et une hiérarchie des espaces publics et privés au sein de nos sociétés. L'espace public est associé au marché, au travail rémunéré et à la prise de décision. Il est considéré comme l'espace des hommes. L'espace privé est celui du travail non rémunéré, non reconnu, domestique et de soins. Il est vu comme étant l'espace des femmes. La division sexuelle du travail permet l'appropriation du corps et du travail des femmes en faveur de l'accumulation capitaliste, grâce à ces mêmes femmes qui enfantent et élèvent des générations de travailleurs. Les femmes qui travaillent (dans l'espace public) sont elles aussi soumises à la division sexuelle du travail. Les secteurs qui sont considérés comme une extension du travail de soin, notamment les services, la santé et l'éducation, affichent une forte concentration de travailleuses, et sont généralement sous-payés, précaires, informels et sous-cotés. Dans l'ensemble des secteurs, les femmes sont aussi généralement moins bien rémunérées que leurs collègues masculins pour un travail égal. » Extrait de **Why Gender Justice and Dismantling Patriarchy? Reflections and Stories from the Friends of the Earth International federation**, 2020 [https://www.foei.org/wp-content/uploads/2020/02/Why-Gender-Justice-and-Dismantling-Patriarchy-booklet\\_Friends-of-the-Earth-International\\_EN.pdf](https://www.foei.org/wp-content/uploads/2020/02/Why-Gender-Justice-and-Dismantling-Patriarchy-booklet_Friends-of-the-Earth-International_EN.pdf) [en anglais]
- Site internet du Réseau environnemental autochtone (Indigenous Environmental Network)**: <https://www.ienearth.org/>
- « L'hétéronormativité est le nom donné à la structure de l'oppression fondée sur l'orientation sexuelle. Le discours dominant du patriarcat considère l'hétérosexualité (affection, relations sexuelles, relations entre personnes de sexes opposés) comme la seule orientation sexuelle « naturelle » dans la société, et par conséquent la famille nucléaire (homme, femme, enfants) est considérée comme le seul arrangement familial « normal ». Les relations entre personnes de même sexe sont discriminées et contrôlées à travers le recours à la violence physique, verbale et sexuelle, parce qu'elles sont considérées comme une menace pour le patriarcat et pour la famille nucléaire hétérosexuelle : l'arrangement familial dont le capitalisme tire des avantages économiques grâce au travail domestique et reproductif non rémunéré des femmes. En d'autres termes, l'hétéronormativité joue un rôle fondamental dans la structuration et le fonctionnement efficace de la division sexuelle du travail au sein de la famille hétérosexuelle (et donc dans la fourniture de travail non rémunéré et sous-payé au système capitaliste patriarcal). » **Pourquoi la Justice de genre et le démantèlement du patriarcat ? Réflexions et témoignages de la fédération internationale des Amis de la Terre**, 2020 <https://www.amisdelaterre.org/wp-content/uploads/2020/03/pourquoi-la-justice-de-genre-et-le-demantèlement-du-patriarcat-livret-amis-de-la-terre-international-fr.pdf>
- Pourquoi la Justice de genre et le démantèlement du patriarcat ? Réflexions et témoignages de la fédération internationale des Amis de la Terre**, 2020 <https://www.amisdelaterre.org/wp-content/uploads/2020/03/pourquoi-la-justice-de-genre-et-le-demantèlement-du-patriarcat-livret-amis-de-la-terre-international-fr.pdf>

- Moreno, Renata, Trampas del poder corporativo : maquillaje violeta y mercantilización de las luchas**  
Voir <https://www.cadm.org/Energy-transitions-and-colonialism>
- Moreno, Renata**, 2020. *Ibid*
- Feminist alternatives to predatory extractivism: Contributions and experiences from Latin America**, 2018, par Marianna Fernandes <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mosambik/15205.pdf>
- <https://www.theguardian.com/stage/2019/jun/21/mark-rylan-ke-resigns-from-royal-shakespeare-company-rsc-ov-bp-sponsorship>
- [https://www.bp.com/en\\_gb/united-kingdom/home/community/stem-education/our-programmes-and-partnerships.html](https://www.bp.com/en_gb/united-kingdom/home/community/stem-education/our-programmes-and-partnerships.html)
- <https://www.shell.com/media/news-and-media-releases/2019/shell-invests-in-nature-to-tackle-co2-emissions.html>
- <https://www.shell.com/energy-and-innovation/new-energies/nature-based-solutions.html>
- Décennie zéro**, Amis de la Terre International, 2016 <https://www.foei.org/fr/ressources/publications-fr/decennie-zero>
- <https://www.youtube.com/watch?v=oTtYQ7AhM>
- <https://www.youtube.com/watch?v=oTtYQ7AhM>
- Fondation Shell et gouvernement britannique 2019 - <https://shellfoundation.org/app/uploads/2020/01/Shell-foundation-ICRW-Report-Final.pdf>
- <https://www.engineeringirl.org/126946/Chevron>
- <https://philanthropynewsdigest.org/news/exxonmobil-foundation-awards-5-million-to-educate-women-girls-in-developing-countries>
- [https://www.bp.com/en\\_gb/united-kingdom/home/community/stem-education/stem-stories/bp-celebrates-international-womens-day-at-pangbourne.html](https://www.bp.com/en_gb/united-kingdom/home/community/stem-education/stem-stories/bp-celebrates-international-womens-day-at-pangbourne.html)
- Ce concept est développé et vulgarisé par Markus Wissen et Ulrich Brand. Il caractérise la manière dont les modes de vie actuels du Nord et des élites du Sud sont possibles grâce à l'exploitation, l'extraction et la pollution, touchant autant les populations et la planète.
- Economía Feminista e Ecológica, resistencias e retomadas de corpos e territórios**, SOF, 2020 <https://www.sof.org.br/economia-feminista-e-ecologica-resistencias-e-retomadas-de-corpos-e-territorios/>
- Friends of the Earth International Gender Justice Dismantling Patriarchy Working Group, Feminist Frontlines: Covid-19, the crisis of care, and our responses**, 2020, document interne.
- Ibid*
- Principes pour une reprise juste de la crise du COVID-19**, 2020, Les Amis de la Terre International, 2020 <https://www.foei.org/fr/actualites/reprise-juste-crise-covid-19> [https://www.foei.org/wp-content/uploads/2020/08/FoEI\\_just\\_recovery\\_principles\\_english.pdf](https://www.foei.org/wp-content/uploads/2020/08/FoEI_just_recovery_principles_english.pdf)
- Principes pour une reprise juste de la crise du COVID-19**, 2020, Les Amis de la Terre International, 2020 <https://www.foei.org/fr/actualites/reprise-juste-crise-covid-19> [https://www.foei.org/wp-content/uploads/2020/08/FoEI\\_just\\_recovery\\_principles\\_english.pdf](https://www.foei.org/wp-content/uploads/2020/08/FoEI_just_recovery_principles_english.pdf)

[www.foei.org/fr](http://www.foei.org/fr)

*mobiliser résister transformer*

**Les Amis de la Terre International**  
Secrétariat  
PO Box 19199, 1000 GD Amsterdam  
Pays-Bas

tél : +31 (0)20 6221369  
info@foei.org  
**Suivez-nous sur :** [twitter.com/FoEint\\_fr](https://twitter.com/FoEint_fr)  
[www.facebook.com/foeint](https://www.facebook.com/foeint)



**Les Amis  
de la Terre  
International**